

Vivre autrement

Paul Henri Chombart de Lauwe*

Depuis quinze ans les priorités d'une politique d'aménagement du territoire ont changé. Les données économiques internationales ne sont plus les mêmes et l'on enregistre une nette évolution des comportements et des modes de vie. Paul Henri Chombart de Lauwe, directeur du Centre d'ethnologie sociale et de psychosociologie, associé au Centre National de la Recherche Scientifique, tente, pour la revue « 2000 » d'indiquer ce qui, dans cette évolution prévisible des modes de vie, risque d'affecter l'aménagement du territoire au cours des années à venir.

G.H : Une politique d'aménagement du territoire doit prendre en compte l'évolution des modes de vie. Dans quelle mesure cette évolution prévisible va-t-elle affecter l'aménagement du territoire au cours des années à venir ?

C.L : Il faut, à mon avis, se placer au niveau international, et voir comment se situe la France par rapport à l'ensemble des nations.

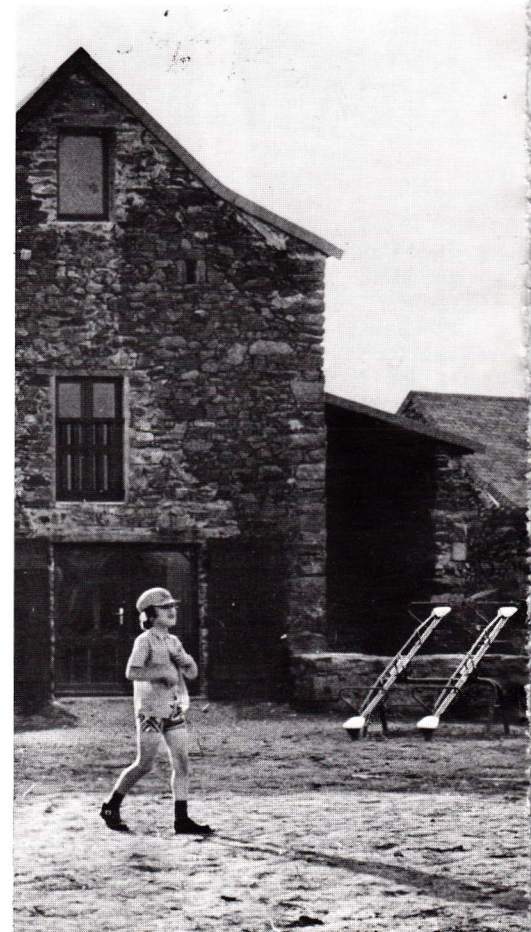
Lorsqu'on parle d'équilibre de la société française sur son territoire, il faut tenir compte des rapports ville-campagne. Or, nombre d'études mettent en relief le fait que le pourcentage des ruraux diminue par rapport aux urbains et insistent sur la généralisation de cette tendance en Europe. Pourtant la situation de la France est assez différente, à la fois de celle des autres pays européens et d'autres nations dans le monde.

Il n'est probablement pas trop tard encore pour réviser la politique relative à la vie rurale. Un fait est certain : nombreux sont les citadins qui retournent aujourd'hui à la campagne. Sur cette tendance, les indications que donnent certains marginaux et en particulier les jeunes, me semblent très importantes. Il ne s'agit pas là simplement d'un fait anecdotique, mais d'un mouvement symptomatique qui se dessine en milieu urbain. Les gens en ont assez de la ville et se mettent à rêver de la campagne, car la campagne a une signification particulière par rapport à leur vie, non seulement au niveau des pratiques sociales, mais au niveau des systèmes de représentations et de valeurs. Un changement profond s'opère donc surtout au niveau des jeunes. Ceci vaut aussi pour d'autres pays européens, mais la situation y est moins favorable qu'en France, car la France offre encore des possibilités de réinsertion en milieu rural.

Il faut donc, à mon sens, revoir la politique qui touche aux rapports ville-campagne et revoir, par là même, le problème des régions. Dans quelles régions cette réimplantation est-elle possible ? Prenons le cas de la Bretagne ; cette région connaît aujourd'hui un certain renouveau, sur le plan culturel, mais aussi sur le plan économique. Je ne parle pas seulement des mouvements autonomistes, mais plutôt des mouvements qui ont pris

conscience de la nécessité d'un développement particulier à la Bretagne. Ces mouvements ont une réelle volonté de se faire respecter, et de faire prendre en compte leurs idées par la société française. Les jeunes qui s'installent en Bretagne viennent de la ville, tout en étant d'origine bretonne. Ce mouvement de réimplantation en milieu rural ne va pas sans difficultés, mais il est le signe d'une évolution des mentalités.

Nous pouvons aussi actuellement observer un autre phénomène significatif : l'accroissement du nombre des résidences secondaires. Une étude récente, menée par une équipe de recherche d'Aix, montre très bien qu'un nouvel équilibre ville-campagne est en train de s'instaurer.



G.H : Quelle crédibilité peut avoir l'aménagement du territoire au niveau national par rapport à des faits régionaux de plus en plus affirmés ?

C.L : Que ce soit à propos de la Bretagne, du pays Basque, de l'Occitanie, le problème de l'autonomisme se pose : j'exclue bien sûr les autonomistes terroristes qui ne me paraissent pas représentatifs. Mais on est réellement en présence d'un mouvement de libération par rapport à une pression aussi bien culturelle qu'économique. Il est certain que les Bretons ont été honteusement exploités pendant des siècles : militairement, économiquement et à tous points de vue. Il est donc absolument indispensable que les Bretons reprennent conscience de ce qu'ils sont,

de l'identité de la Bretagne et qu'ils s'affirment dans la mesure où ils ont beaucoup à apporter à la vie française en tant que bretons. Il n'y a pas de raison de contrarier ces mouvements régionalistes ; en revanche il y a dans certains d'entre eux un aspect « raciste » évident. Mais il n'y a aucune raison d'être défavorable à des mouvements de libération des régions, à condition qu'ils ne soient pas racistes.

Il faut donc tenir compte, dans le monde actuel, de cette prise de conscience, par des régions ou des pays, de leur identité culturelle, mouvement qui représente quelque chose d'extrêmement important. Un colloque qui s'est récemment tenu à Toulouse (1) a justement traité ce pro-

blème de l'identité culturelle. Tout le monde s'est trouvé d'accord pour marquer la nécessité de favoriser cette identité culturelle, régionale ou nationale. Parallèlement, tout le monde a compris les dangers d'un exclusivisme régional ou d'un nationalisme dominateur. Nous sommes, en France, ni les premiers, ni les derniers à avoir été victimes du nationalisme. Mais dans un certain sens, nous en avons été victimes tout au moins au niveau régional, et il y a là un danger réel. Ceci dit, du point de vue de l'équilibre de la société française, il est évident que les régions doivent chacune

(1) Colloque des sociologues de langue française. Toulouse, 1978.



avoir leur place en termes économiques. Nous n'avons pas, par exemple pour la Bretagne, suffisamment défini ce qui pouvait être fait dans le cadre de la région. L'intérêt porté à la Bretagne est trop récent encore et on en a mal vu les possibilités : possibilités économiques, mais aussi culturelles.

Le cas de l'Occitanie est différent. Elle se trouve pourtant au centre d'un problème à la fois économique et culturel, les deux aspects étant toujours liés.

A un échelon plus réduit, que peut-on dire du niveau de la vie rurale, du village, de la petite ville ? Il me semble que l'entreprise locale constitue l'un des facteurs clés de l'aménagement. J'aimerais vous citer un exemple : celui d'une coopérative rurale en Dordogne. S'est posé, dans cette coopérative, le problème de l'utilisation d'un matériel très sophistiqué, d'origine danoise, qui n'a pas donné les résultats escomptés. Au lieu d'être désemparés devant cette situation, les paysans de ce village se sont attaqués au problème technique : ils ont complètement démonté la machine et l'on reconstruite à leur manière, tout à fait différente de l'assemblage initial. De sorte que le constructeur danois est venu sur place, a racheté cette machine pour modifier son programme de production selon ces améliorations apportées par les paysans de Dordogne. Il y a là une indéniable preuve de vitalité.

Pour être juste, il faut bien dire qu'un problème identique s'est posé dans le cadre d'une autre coopérative, ailleurs qu'en Dordogne, et qu'il n'a donné lieu à aucune innovation technique. Faute d'une prise de conscience suffisante des paysans, cette possibilité créatrice ne s'est pas produite, et cette autre coopérative connaît aujourd'hui un semi-échec. Il s'agit de rendre confiance aux ruraux : à ce moment là seulement ils font l'effort nécessaire d'innovation et peuvent reprendre leur place dans la vie économique nationale.

A propos des modes de vie, puisque tel est notre propos, je voudrais insister sur cette nécessaire prise en considération des mouvements qui se dessinent, aussi bien chez les paysans que les ouvriers ou les jeunes, dans toutes les minorités. On en

est actuellement loin, en vertu des pressions exercées par les technocrates qui imposent leur volonté — de bonne foi — car ils pensent pouvoir résoudre les problèmes sociaux à coup de recettes techniques. Il est pourtant difficile d'imaginer des solutions purement techniques au problème des rapports ville-campagne ou de l'équilibre entre les régions. Difficile aussi de penser qu'en apportant les bénéfices de nouvelles découvertes scientifiques, tous les problèmes sociaux finiront par être résolus ; grâce aussi à l'élévation du niveau de vie... Ceci n'est vrai ni au niveau mondial, ni au niveau national ; nous en avons des preuves tous les jours.

Alors, comment rendre confiance ? Qu'il s'agisse des communautés rurales ou des communautés de jeunes, elles périssent souvent parce que personne n'est capable de reconnaître la valeur de cet effort pour trouver des solutions alternatives. On se défie de ces tentatives jugées trop gauchistes ou trop marginales. Tout ceci, me semble-t-il, est le signe d'une volonté de retour en arrière : on peut être progressiste sur un plan technique tout en étant rétrograde sur le plan social. Ce comportement me paraît assez général et peser fortement sur les conditions de vie en France.

Le cas est le même en ce qui concerne les ouvriers. Une étude récente, sur la vie culturelle des ouvriers de la région de Saint Étienne, montrait aussi pour une petite ville une très grande vitalité sur le plan culturel, malgré un déperissement évident sur le plan économique. (2) Autre exemple : nous menons aussi actuellement avec des ouvriers, une réflexion sur leurs conditions de vie (3). Ils avaient déjà publié un livre à partir de leurs réflexions ; ils viennent d'en faire paraître un second (4). Initialement, ils ne croyaient pas possible de s'exprimer, parce que leurs idées n'avaient jamais été prises en considération. Le fait d'avoir pu publier un livre a introduit un changement considérable dans leurs attitudes vis à vis du patronat ou des pouvoirs publics.

(2) « Les barbelés de la culture ». Ed. Federop, 1974.

(3) Dans le cadre du Centre d'ethnologie sociale et de psychologie.

(4) Étude publiée en Octobre 1978 sous le titre « Le mûr du mépris ». Éditions Stock.

G.H : On rejette donc trop facilement comme « marginales » des tentatives qui apporteraient des éléments nouveaux en termes de modes de vie... Est-ce votre sentiment ?

C.L : On ne fait rien pour faciliter la création et la capacité d'innover, car l'on pense généralement que les problèmes ne peuvent être résolus que par une minorité d'hommes spécialement compétents, au lieu de faire appel à l'imagination créatrice prête à s'exprimer en chacun d'entre nous. Et, à l'échelle mondiale, nous assistons non seulement à une accumulation du capital au niveau des sociétés multinationales et des pays dominants, mais aussi à une accumulation des connaissances, en particulier du savoir technique. Accumulation du savoir qui entraîne automatiquement une accumulation du capital... Le problème le plus important n'est plus aujourd'hui celui du capital ; ceux qui détiennent les connaissances et qui sont capables de provoquer cette accélération de l'accroissement du savoir le savent bien. Ce transfert de connaissances, et surtout de connaissances techniques, fait que les pays et les groupes dominants exercent une pression considérable.

Comme ces groupes dominants deviennent de plus en plus restreints, la pression s'exerce d'autant plus fort que l'on ne connaît pas bien l'envergure et les acteurs de ces groupes dominants qui ne se limitent d'ailleurs pas à un pays, mais qui se situent souvent à un niveau transnational. Il faut noter pourtant que les sociétés multinationales en question ont des liens privilégiés avec certains pays tels que les USA, certains pays européens ou le Japon...

Cette accumulation des connaissances et du pouvoir a des conséquences aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Au niveau national, cela se passe ainsi : un petit groupe de spécialistes, qui détiennent à la fois les connaissances techniques et les capitaux, peut exercer des pressions au niveau du gouvernement et orienter sa politique.

Le public est, à mon avis, de plus en plus conscient de cette évolution et à l'impression d'être pris dans un mécanisme qu'il n'a pas les moyens de dominer, voire même d'être manipulé. Un mouvement de découragement, de désin-

Recherche et aménagement du territoire

L'articulation entre l'aménagement du territoire, les problèmes d'emploi, de décentralisation et de transports est loin d'être évidente. On sollicite beaucoup actuellement les représentants des sciences humaines soit pour participer à des commissions de travail, soit pour leur faire faire des recherches sur ces thèmes. A peu près unanimement, les représentants des pouvoirs publics réclament d'urgence des études en sciences humaines pour éviter les erreurs majeures dans la politique qu'ils ont à mener. En même temps, les crédits qui sont alloués aux centres de recherches qui peuvent répondre à cette attente sont systématiquement diminués.

Comment expliquer cette contradiction ? Au moment où se manifeste

une demande urgente, les crédits de recherche sont en fait coupés, sous prétexte que les organismes de recherche du type du CNRS ne sont pas suffisamment rentables, ou qu'ils ne vont pas assez dans le sens d'une application pratique et immédiate de leurs recherches.

Si l'on veut que l'évolution des modes de vie soit prise en compte au niveau d'une politique globale d'aménagement et que les besoins et les aspirations de la population soient reconnus, il faut que ces structures de recherches soient aidées. Elles seules sont capables de fournir des indications sur ces évolutions, indications susceptibles d'aider à définir les orientations d'un programme à long terme. Les pouvoirs

publics ou les entreprises tendent aujourd'hui à favoriser des enquêtes « d'acceptabilité » - pourrait-on dire - , qui fournissent des informations sur l'état d'esprit du public, et sont utilisées par les responsables, de façon immédiate, pour faire passer leurs décisions.

Si l'on veut que les sciences humaines apportent une contribution réellement positive à l'élaboration de politiques d'aménagement, il faut qu'elles expriment les aspirations de la population, et que leurs résultats soient mieux connus. Il faut que les groupes et associations, que les différents partis politiques aient accès à ces recherches. Sans cela, nous allons vers une sorte de technocratie des sciences humaines...

C. L.

térêt s'esquisse alors : c'est le cas aujourd'hui en France. Ceci est très grave, car cela peut donner lieu à tout moment à une rupture entre la population et ceux qui détiennent le pouvoir.

Mai 1968 en est un exemple ; un pays dans lequel il ne se passait plus rien, où tout avait l'air réglé, était un pays en situation dangereuse. En tenant compte d'un certain nombre de différences, et du fait que les situations ne se reproduisent jamais à l'identique, certains indices actuels me font penser à la situation française au début de 1968 : désintérêt certain pour la vie politique, découragement aussi bien à gauche qu'à droite. Cette situation risque de se traduire un jour ou l'autre par des mouvements inconsidérés.

Nous devrions donc nous interroger sur ces discordances passives, beaucoup plus dangereuses que si elles se manifestaient de façon active. Lorsque les différents groupes sociaux peuvent s'exprimer, même si c'est d'une manière violente, cela représente qu'un moindre danger pour un pays. Mais ce type de « discordance » profonde, qui n'apparaît pas au grand jour, représente un risque sérieux. De tels

mouvements ne seraient pas à craindre s'ils pouvaient déboucher sur quelque chose de positif. Mais je redoute que des mouvements de ce genre ne puissent pas produire de programmes constructifs.

L'hypothèse est donc la suivante : ou la société française est capable d'opérer un changement suffisamment profond en elle-même (et pas à coup de petites réformes) ; ou bien se produiront un jour ou l'autre ces mouvements inconsidérés dont les conséquences sont tout à fait imprévisibles quant à l'avenir de notre Société.

G.H : Dans vos recherches sur l'évolution de la vie urbaine et les comportements sociaux, quelles données vous paraît-il indispensable de prendre en compte au titre d'une politique d'aménagement du territoire ?

C.L : Nous avons lancé toute une série de recherche sur les nouvelles formes de vie sociale au niveau local. Nous nous sommes attachés à repérer dans la vie locale les initiatives — dues à des groupes informels — qui auraient une signification nouvelle : jeunes tentant de s'insérer en milieu rural ou en milieu urbain, cherchant à créer des communautés en rupture avec les modes de vie traditionnels. Ils y

expérimentent de nouveaux rapports entre hommes et femmes, adultes et enfants...

Tout ceci me paraît avoir une importance capitale : loin de constituer un phénomène temporaire, il me semble qu'il y a là l'indication d'une aspiration nouvelle.

Autre phénomène important : le développement de la vie associative. Ces associations d'usagers peuvent apparaître quelquefois déjà très institutionnalisées, au risque de devenir bureaucratiques et de perdre leurs capacités créatrices. Tout ce mouvement associatif est très révélateur : nous cherchons à comprendre comment à travers les associations peut s'exprimer la volonté des habitants, ou comment d'autres groupes moins institutionnels arrivent à faire pression sur les décisions locales. Certaines communes cherchent à susciter le plus grand nombre possible d'associations qui expriment le mieux la volonté populaire. Pour d'autres, c'est à travers des comités de quartiers, plus organisés, créés avec l'accord de la municipalité que doivent s'exprimer les besoins et les attentes de la population.

Propos recueillis par
Gritti Haumont